

PROCES VERBAL

CONSEIL D'ETABLISSEMENT DU 4 AVRIL 2019

Présents

ASSELIN Bruno	Président du conseil / Proviseur
HAASER Franck	COCAC
LEFEBVRE Karine	Proviseur Adjoint
ABBE Arnaud	Directeur d'Ecole
LORQUIN Bernard	DAF
ROQUES Bénédicte	Rep des personnels du 1er degré
KADI Ahmed	Rep des personnels du 2 nd degré
BERTHO Erwan	Rep des personnels du 2nd degré
MAUCCI Gilles	Rep des personnels du 2nd degré
GUISSO Ibrahim	Rep des personnels admin, tech, et vie sco
BEN DAHANE Basma	Rep des élèves
WANKOYE Houda	Rep des élèves
TEFFRIDJ Rachida	Rep des parents d'élèves
BOLHO Aicha	Rep des parents d'élèves
SAMINO KANE Zenabou	Rep des parents d'élèves
LASSAN Sophie	Conseillère consulaire
WANKOYE Layla	Vice présidente du CVL

Ordre du jour :

1. Désignation d'un secrétaire de séance et d'un secrétaire adjoint
2. Approbation du PV du Conseil d'Etablissement du 28 janvier 2019
3. Information sur le compte financier 2018
4. Voyages scolaires - Modifications
5. Information orientation des élèves de Terminale 2019
6. Point sur le recrutement des résidents – rentrée 2019
7. Préparation de rentrée 2019
8. Point sur les travaux dans l'établissement
9. Modification du Règlement intérieur
10. Questions diverses

Le quorum étant atteint, le Président du conseil d'établissement ouvre la séance à 18h20. Il souhaite la bienvenue à l'ensemble des membres du conseil d'établissement.

1. Désignation d'un secrétaire de séance et d'un secrétaire adjoint

- Secrétaire de séance : Mme LEFEBVRE pour les représentants de l'administration
- Secrétaire adjoint : M. BERTHO, représentant des personnels du 2nd degré

2. Approbation du PV du Conseil d'établissement du 28 janvier 2019.

Un représentant des enseignants du 2nd degré souhaite apporter une modification : le projet de PV dans les questions diverses fait référence à l'aération du gymnase alors que la discussion portait sur l'aération des vestiaires.

Le Procès-verbal modifié du Conseil d'établissement du 28 janvier 2019 est adopté à l'unanimité.

3. Information sur le compte financier 2018

Monsieur le Directeur des affaires financières fait une information sur le compte financier 2018.

Total général des dépenses : 3 063 739 672 Fcfa (augmentation de 0.2% par rapport à 2017).

- Les seules dépenses de fonctionnement entraînent une variation entre 2017 et 2018 de 6.3% (8,2% entre 2016 et 2017).

Total général des recettes : 2 819 475 508 Fcfa (augmentation des recettes de 10,6% sur un an), mais avec une augmentation de 9,9% sur 3 exercices, soit 3.3% par an ce qui est inférieur à l'évolution des dépenses.

Investissements : 183 742 642 Fcfa

- Travaux de sécurité : 87 906 408 Fcfa (remboursées par l'AEFE – subvention sécurité)
- Autres équipements : 95 841 234 Fcfa

Résumé général de l'exercice 2018 :

Résultat de l'exercice (recettes – dépenses de fonctionnement)	- 62 116 522
CAF (Capacité d'autofinancement : résultats + Amortissements)	99 091 859
Variation du fonds de roulement	- 84 655 783
Fonds de roulement initial	489 811 844
Fonds de roulement final	405 156 061

Monsieur le DAF insiste sur le niveau actuel de créances qui s'élèvent à 110 000 000 Fcfa et qui correspondent à des sommes non recouvrées auprès des parents d'élèves depuis de nombreuses années. Monsieur le DAF a demandé à l'AEFE de placer un montant de 40 000 000 de Fcfa en créances irrécouvrables, ces créances datant d'avant 2015.

Un représentant des enseignants du 2nd degré s'interroge sur les délais de virement des salaires des employés par la banque, alors que le Lycée est un client important de la BOA et que cette banque semble être celle qui fonctionne le mieux. Il souhaiterait donc que les personnels puissent être payés en numéraire.

Monsieur le DAF explique que les paiements sont réalisés par le lycée dans les délais légaux, mais que cette situation est le fait du fonctionnement des banques et est dû aux délais de transferts aléatoires. Ces retards ne sont pas forcément imputables à la BOA mais également aux banques des employés qui peuvent tarder à valider le transfert. Le paiement des salaires en numéraire n'est pas une solution envisageable, compte tenu des plafonds de paiement en numéraire fixés par les règles de la comptabilité publique.

Monsieur le Proviseur remercie Monsieur le DAF pour sa présentation.

4. Voyages scolaires - Modifications

Monsieur le Proviseur présente des modifications qu'il souhaite apporter au voyage en Allemagne qui se déroulera du 10 au 18 avril. Il concernera finalement 25 élèves et 2 accompagnateurs.

- Coût par élève : 738 000 Fcfa
- Coût établissement : 1 476 000 Fcfa
- Recettes complémentaires :
 - Autofinancement : 1 000 000 Fcfa
 - Sponsoring : 800 000 Fcfa (APE : 500 000 Fcfa / BIA : 300 000 Fcfa)

Les actions des élèves (Kermesse et Talent show notamment) et l'aide apportée par la BIA et l'APE ont permis de faire baisser le coût du voyage de 60 000 Fcfa par participant.

Une représentante des parents d'élèves s'interroge sur les raisons du désistement de 3 élèves.

Monsieur le Proviseur explique qu'il a rencontré les familles concernées et que ces désistements ne sont pas liés à des problèmes financiers.

Madame la Conseillère consulaire demande s'il y a des élèves boursiers dans ce voyage et si des aides ont été accordées.

Monsieur le Proviseur répond qu'un seul élève a demandé de l'aide à l'association Fr'Entraide. La caisse de solidarité de l'établissement a également aidé deux élèves. Trois familles, qui nous avaient fait part initialement de difficultés, n'ont finalement pas donné suite malgré les sollicitations des services de l'administration.

Une aide individuelle de 188 000 Fcfa a été accordée par la Commission Caisse de solidarité pour 2 élèves.

La contribution de la Caisse de solidarité est soumise au vote.

Adoptée à l'unanimité.

Le budget du voyage en Allemagne est soumis au vote.

Adopté à l'unanimité.

5. Information sur l'orientation des élèves de Terminale 2019

Madame la Proviseur adjointe présente le bilan des demandes d'admission dans l'enseignement supérieur, via la plateforme Parcoursup. Les 44 élèves de Terminale ont fait 537 vœux d'admission, soit une moyenne de 12 vœux par élève.

Série	Nombre d'élèves	Typologie des vœux	Vœux préférés
L	5	1 Ecole d'Art 4 Licences	Licence Droit-Economie- Gestion Filière Droit
ES	22	6 CPGE 1 DCG 4 DUT 22 Licences Droit-Economie-Gestion	Licence Droit-Economie- Gestion Filière AES
S	17	8 CPGE 15 Licences Sciences – Technologies – Santé 2 Licences Sciences humaines et sociales	PACES

6. Recrutement des résidents – Rentrée 2019

Monsieur le Proviseur fait un point sur les opérations de recrutement des résidents pour la rentrée 2019 : 2 postes étaient à pourvoir au 2nd degré (Mathématiques et SPC) et 1 poste susceptible d'être vacant au 1^{er} degré.

- **Professeur des écoles**: 4 dossiers reçus et 4 dossiers classés. Pas de poste vacant.
- **Professeur de Mathématiques** : le poste n'a pas pu être pourvu. Le recrutement des candidats potentiels n'a pas pu aboutir.
- **Professeur de SPC** : le poste n'a pas pu être pourvu à ce jour.

4

En effet, bien que la direction ait joint de nombreux enseignants ayant fait acte de candidature dans d'autres établissements, il n'a pas été possible de recruter sur ces postes ; en cause, d'une part le manque d'attractivité du Niger et les conditions plus restrictives pour candidater cette année.

A compter du 31 mars, les détachements sont plus difficiles à obtenir, ce qui constitue une difficulté supplémentaire pour pourvoir ces postes.

Madame la Conseillère consulaire demande à quel moment le recrutement de contrats locaux sera effectué sur ces postes.

Monsieur le Proviseur répond que ces postes seront vraisemblablement fermés en juin s'ils ne sont pas pourvus et que le recrutement d'enseignants en contrat local sera alors ouvert. En revanche, le Conseil d'établissement pourra demander la réouverture de ces supports en cas de besoin en vue de la campagne de recrutement 2020.

Un représentant des enseignants déplore cette fermeture programmée et pense qu'il ne sera plus possible d'obtenir l'ouverture de ces postes une fois fermés.

Les représentants des parents d'élèves s'inquiètent de la diminution du nombre de titulaires, liés à la fermeture des postes, à l'absence de recrutement et aux refus de détachement. En effet, les parents

choisissent le Lycée la Fontaine en raison de la présence d'enseignants titulaires de l'Education nationale.

Un représentant des enseignants du 2nd degré rappelle que les enseignants en contrat local sont également compétents.

Monsieur le Proviseur rappelle qu'il ne s'agit pas d'opposer les compétences des enseignants résidents et des enseignants en contrat local. Il propose ensuite un point sur les refus de détachements : ceux-ci ne concernent que des personnels du 1^{er} degré. A ce jour, deux refus ont été signifiés à deux enseignantes du 1^{er} degré du Lycée La Fontaine. Les services des Ressources humaines de l'AEFE sont très mobilisés pour faire aboutir les recours de ces personnels.

Un représentant des enseignants du 2nd degré explique que cette situation est très nouvelle pour les collègues en renouvellement de détachement et qu'elle est source d'inquiétude.

Monsieur le Proviseur explique que depuis trois ans, il est confronté à ces situations et que les recours des personnels concernés ont toujours abouti. La date de réponse n'est malheureusement pas définie. En cas de réponse négative, il faudra recruter des professeurs en contrat local.

7. Préparation de la rentrée 2019

- Prévisions d'effectifs et de structure :

Dans le cadre de la préparation de rentrée 2019, Monsieur le Directeur prévoit une structure similaire à celle de cette année de 6 classes en maternelle et de 13 classes à l'élémentaire. Une légère augmentation des effectifs en élémentaire (+10 élèves) est prévue.

Il propose l'ouverture du niveau TPS en maternelle à la rentrée afin de satisfaire une demande des parents d'élèves et de favoriser l'inscription des élèves à l'école maternelle pour l'ensemble du cursus de maternelle. Ce niveau sera intégré à une classe de TPS/PS. Il nécessitera un minimum de 4 inscrits pour être ouvert. A titre d'exemple, 10 demandes ont été faites durant l'année pour ce niveau.

Une représentante des parents d'élèves demande combien de résidents enseignent actuellement en maternelle et si un enseignant en contrat local est en capacité de prendre en charge un cours double. Monsieur le Proviseur répond que cette année, une seule résidente enseigne en maternelle, mais qu'une réflexion est engagée pour un rééquilibrage de l'encadrement par des titulaires au sein des cycles. Concernant les cours doubles, ils peuvent être pris en charge par les enseignants en contrats locaux qui sont accompagnés grâce aux missions de formation, mais qu'en tout état de cause, la direction sera attentive à ne pas mettre d'enseignant en difficulté.

Le projet d'ouverture de la section TPS est soumis au vote.

Pour : 14

Contre : 0

Abstention : 1

Adopté

Monsieur le Proviseur présente ensuite la structure du secondaire.

Un effectif général de 354 élèves est prévu. Il s'agit d'un effectif en stabilité par rapport à cette année. Au niveau de la structure, elle serait de 8 classes au collège et 7 classes au lycée. En effet, 3 classes de seconde sont envisagées en 2019. En 1^{ère}, dans le cadre de la réforme du lycée, il y aura deux classes en tronc commun, 12 heures d'enseignement étant réservées aux spécialités.

- Recrutements de personnels en contrat local

Pour la rentrée 2019, les recrutements suivants vont être lancés :

- Un poste de professeur d'anglais (primaire / secondaire)
- Un poste de professeur documentaliste
- Un poste d'infirmière (temps partiel)

8. Point sur les travaux dans l'établissement

Monsieur le Proviseur fait un point sur les travaux de construction du pôle sportif et culturel.

Certaines opérations ont pris un peu de retard, mais le calendrier général des travaux est maintenu :

- 8 février: consultation des entreprises
- 15 avril: date limite de candidature (dépôt du dossier de réponse à l'appel d'offre)
- Semaine du 20 mai 2019 : choix de l'entreprise
- Juin 2019 : signature du contrat + installation de chantier
- 4 juillet 2019 : démarrage des travaux (durée prévue 10 mois)
- Été 2020: réhabilitation des vestiaires
- Fin août 2020: livraison du pôle sportif et culturel

6

Cinq entreprises ont été préqualifiées et elles vont répondre à l'offre. Sur ce chantier un gros travail de sécurisation préalable est prévu. Les travaux devraient démarrer le 4 juillet, au lendemain de la fin des cours. La durée des travaux de construction est prévue sur 10 mois. La réhabilitation des vestiaires est retardée d'une année afin de garantir un accès aux vestiaires à la rentrée.

La salle informatique, qui doit être détruite, sera démantelée aux vacances de printemps. Les ordinateurs seront ensuite redéployés dans les classes.

9. Modification du règlement intérieur (Annexe)

Monsieur le Proviseur propose deux modifications du Règlement intérieur pour la rentrée 2019 :

- Une modification qui concerne l'article I et plus précisément les régimes de sortie des élèves du second degré.

Il propose l'ajout d'un régime, permettant aux parents de s'assurer que le collégien reste dans l'établissement de l'ouverture à la fermeture.

Pour rappel, le choix du régime de sortie se fait en début d'année et est définitif.

Les élèves de 6^{ème} seront limités aux deux régimes les plus restrictifs.

Un représentant des enseignants du 2nd degré demande si la Vie scolaire aura les moyens d'assurer la surveillance des élèves qui resteront dans l'établissement. Monsieur le Proviseur rappelle que les effectifs de la Vie scolaire ont été renforcés cette année et que ces modifications sont proposées en concertation avec le coordonnateur Vie scolaire.

- Une réécriture de l'article 10 relatif à l'inaptitude en EPS.

Monsieur Maucci, en sa qualité de professeur d'EPS, présente le projet de modification de l'article 10 du règlement intérieur et rappelle les différences entre inaptitude et dispense. La réécriture de cet article est liée à un besoin de clarification pour les familles.

En ce qui concerne les dispenses actuelles, il n'y aura pas de changement. En effet, la dispense est de la compétence du lycée, tandis que l'inaptitude est prononcée par un médecin.

Monsieur le Proviseur rappelle qu'en fonction de l'inaptitude et des indications du médecin, les professeurs d'EPS peuvent aménager l'activité sportive.

Les modifications du Règlement intérieur sont soumises au vote.

Adoptées à l'unanimité.

10. Questions diverses

Compte tenu de l'heure tardive, Monsieur le Proviseur propose de ne traiter qu'une des questions déposées par les parents d'élèves.

Un représentant des enseignants du 2nd degré estime que l'ensemble des questions doivent être posées et demande la modification du règlement intérieur portant la durée maximale du Conseil d'établissement à 2 heures.

Les parents d'élèves proposent que les 5 premières questions soient posées, la dernière ayant déjà trouvé une réponse durant le conseil.

Monsieur le Proviseur accepte donc que des réponses rapides soient apportées.

- *Les parents veulent savoir si les factures sont des lettres de relance ou de menace.*

Monsieur le Proviseur explique que les lettres de relance ne constituent aucune menace, mais qu'elles rappellent qu'il y a des voies de recours si les parents ne se manifestent pas pour payer les frais de scolarité. En effet, comme cela a été vu au point 4, le problème des créances est un problème important de l'établissement.

Monsieur le DAF rappelle qu'il propose systématiquement d'engager la discussion afin de trouver des solutions.

- *En maternelle, beaucoup d'enfants nés en début d'année se retrouvent dans la même classe que ceux qui sont nés en fin d'année. Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen de les intégrer dans la classe supérieure si les parents le demandent ?*

Monsieur le Directeur rappelle que l'établissement est soumis aux règles de l'Education nationale. Les enfants sont donc scolarisés dans la classe correspondant à leur année de naissance.

- *Les parents reviennent toujours sur la question de l'hygiène de l'eau. Ils ont remarqué que les filtres des fontaines ne sont pas entretenus ce qui altère le goût. Quelles mesures comptez-vous prendre ?*

Monsieur le DAF précise que l'eau distribuée est potable. Concernant les filtres, un cahier de suivi des fontaines est mis en place et les filtres sont changés dès que nécessaire.

- *Par rapport à la sortie maternelle, les parents ont signé le mot de l'administration en pensant que des aménagements seront effectués par rapport à cela. Malheureusement, ils se retrouvent à attendre pendant une vingtaine de minutes ou plus sous le soleil le temps que les secondaires sortent. Que comptez-vous faire au plus vite pour remédier à cela ?*

Monsieur le Proviseur précise qu'une information aux familles a été faite suite à la décision du Conseil d'établissement. Il regrette que les travaux de construction d'un abri pour les parents n'aient pas été finalisés à temps. Du retard a été pris dans le choix des entreprises, mais les travaux commenceront très prochainement.

- *Malgré la rencontre d'explication sur les nouvelles réformes (3^{ème} et Seconde) les parents se sentent un peu perdus. Est-ce que vous pouvez envisager d'autres moyens pour éclaircir la nouvelle réforme et comment procéder au choix ?*

Madame la Proviseur adjointe répond que l'accompagnement de la réforme a donné lieu à une rencontre des familles et des élèves par la direction en 2^{nde} et en 3^{ème}. Peu de familles de 3^{ème} se sont déplacées. Les outils de communication ont été mis en ligne sur le site de l'établissement.

Les familles de 2^{nde} qui sont directement concernées se sont dites rassurées.

En cas de besoin, le Proviseur et son adjointe se tiennent à la disposition des familles qui auraient besoin de précision.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h.

Le secrétaire de séance

Le secrétaire adjoint

Le président

Karine LEFEBVRE

Erwan BERTHO

Bruno ASSELIN

Annexes :

- Annexe 1 : Règlement intérieur modifié – articles 1 et 10

Annexe 1 – Conseil d'établissement du 04/04/2019

REGLEMENT INTERIEUR

Modifications - Conseil d'établissement du 04 avril 2019

Article 1 modifié

Rythmes, horaires et régimes de sortie

Le calendrier et le rythme scolaires sont adoptés par le Conseil d'Etablissement du Lycée Français La Fontaine de Niamey.

La présence de l'élève dans l'établissement est régie par ce calendrier, par son emploi du temps et par son régime de sortie (collégiens).

Les changements apportés à cet emploi du temps, notamment ceux liés à un évènement exceptionnel tel qu'une absence de professeur, doivent être consignés par l'élève dans le carnet de liaison.

Les régimes de sortie des collégiens sont :

- **R1** : le collégien est pris en charge de 7h30 à 12h40 et de 15h à 18h et n'est pas autorisé à sortir de l'établissement durant ces horaires.
- **R2** : le collégien entre et sort en fonction de son emploi du temps. Il n'est pas autorisé à quitter l'établissement en cas d'absence prévue ou imprévue d'un professeur, à l'issue de la dernière heure de cours de la demi-journée.
- **R3** : le collégien est autorisé à sortir de l'établissement en cas d'absence imprévue d'un enseignant à la dernière heure de cours de la demi-journée.

Le choix du régime de sortie se fait en début d'année scolaire. Les élèves des classes de 6^{ème} n'ont accès qu'aux régimes R1 et R2.

Au lycée, les élèves sont autorisés à sortir librement, en dehors des heures de cours et aux heures d'ouverture du portail, sous la responsabilité de leur famille.

La sortie des lycéens pendant la récréation du matin (10h25-10h45) est autorisée, sauf en cas d'interdiction écrite des parents pour les élèves mineurs faite en début d'année scolaire.

Lorsqu'ils n'ont pas cours, les élèves du collège se rendent au CDI, en salle de permanence ou dans l'espace détente réservé aux collégiens. Ils ne sont en aucun cas autorisés à quitter l'établissement entre deux séquences de cours.

Article 10 (modifié)

Education Physique et Sportive

Les élèves sont pris en charge par leur professeur sur les plateaux sportifs, qu'il s'agisse d'activités à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement. Dans le cas d'activités programmées sur des installations extérieures, les lycéens peuvent être autorisés par le chef d'établissement à se rendre directement sur ces installations.

L'EPS est une discipline d'enseignement qui s'adresse à tous les élèves et repose sur le principe de l'aptitude a priori de tous les élèves.

Le Règlement Intérieur distingue la notion d'incapacité ponctuelle de pratiquer, accordée par l'enseignant, et l'inaptitude totale ou partielle qui résulte d'un diagnostic du médecin dont le signalement s'effectue exclusivement au moyen du **certificat médical type disponible à la vie scolaire**.

- Incapacité ponctuelle : la famille peut demander une dispense exceptionnelle (pour une séance) par le biais du carnet de liaison de l'élève. L'enseignant peut la refuser ou l'adapter en fonction du motif invoqué et du cours prévu. Dans tous les cas, l'élève se présentera au cours avec sa tenue d'EPS.
- Inaptitude totale ou partielle, définitive ou temporaire : en cas d'inaptitude reposant sur un diagnostic effectué par un médecin, dans la mesure du possible, une adaptation pédagogique des contenus et des modalités d'évaluation est proposée à l'élève. Cela nécessite que le certificat médical soit rempli de manière précise et explicite afin que les adaptations soient en adéquation avec l'inaptitude. Dans tous les cas l'élève se présentera en cours avec sa tenue d'EPS.
- Le signalement médical ou parental d'une inaptitude ou d'une incapacité ponctuelle ne dispense pas l'élève du cours d'EPS. Seul le chef d'établissement, après avis de l'équipe éducative, est habilité à accorder une dispense de cours d'EPS.